

commune de Laval-en-Belledonne

Département de l'Isère

PLAN LOCAL D'URBANISME -
modification de droit commun n°1

NOTICE DE PRÉSENTATION

DOCUMENT ÉTABLI POUR L'ENQUÊTE PUBLIQUE
Février 2024

Sommaire

1/ Motivation et cadre de la procédure	page 1
2/ Mise en évidence des modifications apportées à l'OAP n°2 du secteur de Planeysard	page 6
3/ Mise en évidence des modifications apportées à l'OAP n°3 du secteur de La Martelière	page 11
4/ Mise en évidence des autres modifications apportées au règlement écrit	page 14

Documents joints à la notice :

- Orientations d'Aménagement et de Programmation - modification n°1 - PROJET***
- Règlement écrit - modification n°1 - PROJET***

1. Motivation et cadre de la procédure

La commune de Laval-en-Belledonne a approuvé son PLU le 18 février 2020. Ce document d'urbanisme n'a pas fait l'objet de modification depuis son approbation.

Le premier objectif du projet communal traduit dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est de *"maîtriser l'étalement urbain avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale communale"*. Cet objectif a pour finalité de créer les conditions visant à encourager des formes urbaines plus proches des formes urbaines traditionnelles observées à Laval : habitat regroupé, implantation sur ou proche des limites, linéaires de voies d'accès réduits. Cette orientation s'inscrit en réaction à la dissolution de l'identité communale liée à un développement essentiellement pavillonnaire sur les dernières décennies.

A ce titre, il s'agit pour la commune [extraits du PADD] :

- *"de promouvoir d'autres formes urbaines, telles celles générées par l'habitat intermédiaire"* ;
- *"de permettre une diversification de l'offre de logements (individuels, intermédiaires groupés, petits collectifs, en accession et locative) pour maintenir une mixité sociale et permettre un parcours résidentiel complet"* ;
- *" de contenir l'évolution de l'urbanisation dans des périmètres compacts dont les limites correspondent le plus souvent possible à des éléments physiques du paysage (chemins, routes, haies, ensembles boisés...) en limitant par exemple le développement linéaire le long des voies de circulation en périphérie de hameau"*.

Pour mettre en œuvre ces objectifs en matière d'habitat, la commune a notamment identifié trois secteurs d'Orientation d'Aménagement et de Programmation : Prabert, Planeysard et La Martelière située au village.

Sur ces 2 hameaux spécifiquement et au village, les objectifs sont [extraits des 3OAP] :

- *"d'encourager le développement d'une offre alternative à l'habitat individuel isolé ;*
- *d'organiser le confortement du hameau de Prabert, de Planeysard, ou du village en mutualisant les accès et les espaces dévolus à l'automobile ;*

Pour accompagner cette production d'une offre d'habitat diversifiée, le PLU s'appuie sur :

- les programmations affichées au niveau des OAP avec des fourchettes de nombre de logements, des densités et des typologies précisées ;
- des prescriptions en matière de mixité sociale au niveau du règlement écrit qui stipule en zone U que *« Pour toute opération portant sur la réalisation d'un programme de logements, comportant plus de 5 logements située dans les secteurs repérés sur le règlement graphique au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, il doit être réalisé un minimum de 20% de logements sociaux (en pourcentage de la surface de plancher de la construction) »*. Ce repérage concerne le village et le hameau de Prabert.

En complément, le PLU s'est attaché au niveau du règlement écrit à définir des règles en vue d'encadrer au mieux les constructions neuves et les réhabilitations pour une inscription au plus juste dans le paysage local afin de préserver la qualité du cadre de vie et l'identité rurale communale.

Après quelques années d'application du PLU, afin :

- **d'améliorer la cohérence entre ces différents documents qui le constituent,**
- **de garantir une applicabilité réelle des engagements définis sur le logement social,**
- **mais aussi d'aller plus loin dans les objectifs d'optimisation de l'espace et de sobriété foncière, de favoriser opérationnellement la densification,**
- **en vue enfin d'améliorer encore l'intégration paysagère et architecturale des constructions, voire de préciser les contraintes architecturales qui posent des difficultés pratiques d'applicabilité,**

la commune souhaite apporter quelques modifications à son document d'urbanisme.

Ces modifications portent sur les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de Planeysard et de La Martelière, ainsi que sur le règlement écrit.

CONCERNANT LE SECTEUR DE PLANEYSSARD :

La commune s'est saisie déjà du site de l'ancienne école du hameau de Planeysard et a engagé un projet de remise en valeur de la cour pour en faire un espace public de proximité, après avoir créé deux logements locatifs sociaux ainsi qu'une salle communale dans cet ancien bâtiment.

Un programme de logement doit venir compléter cette programmation et conforter la centralité du hameau dans le respect des orientations de composition et de forme urbaine. Pour cela, l'OAP n°02 prévoit la réalisation d'un programme de 3 à 4 logements avec au moins 40% d'habitat groupé et/ou intermédiaire, ainsi que la réalisation d'un logement locatif social.

Pour aller plus loin dans les objectifs d'optimisation de l'espace et de sobriété foncière mais aussi afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle d'un projet emblématique des orientations générales du PLU sur le secteur de Planeysard, la commune souhaiterait faire évoluer l'OAP :

- **en précisant certains principes d'aménagement** (perméabilité piétonne, percée visuelle, organisation du stationnement), en cohérence avec l'avancée des projets public et privé sur ce site,
- **en augmentant la fourchette du nombre de logements** qu'il est possible de réaliser sur ce tènement : d'une enveloppe de 3 à 4 logements à un programme de **3 à 7, permettant de favoriser une offre d'habitat intermédiaire,**
- **en ciblant la possibilité de réaliser des locaux pouvant accueillir des fonctions complémentaires à l'habitat (service notamment) afin de favoriser la diversité des fonctions, d'initier une forme d'habitat caractérisée par des espaces partagés et d'accueillir des services actuellement logés à titre provisoire dans un bâtiment communal,**
- **en supprimant l'obligation de réaliser un logement locatif social, orientation programmatique qui relève sans doute d'une incohérence au niveau de la traduction de la servitude de mixité sociale au titre du L151-15 CU. Le règlement**

écrit qui impose la réalisation d'un programme de logements sociaux pour toute opération portant sur la réalisation d'un programme d'au moins 5 logements renvoie en effet au règlement graphique qui identifie les secteurs du chef lieu et de Prabert pour cette obligation en cohérence avec l'orientation 1 du PADD [extrait PADD] :

"L'urbanisation future sera concentrée sur les deux polarités principales pour valoriser au mieux les infrastructures existantes (voiries, réseaux...) :

- le Bourg, afin de valoriser les relations de proximité avec les équipements publics (écoles, mairie, plateau sportif) et renforcer l'attractivité des commerces du quotidien
- Prabert, hameau le plus peuplé après le bourg, qui dispose d'un gros potentiel de densification.

Par ailleurs, la commune souhaite revoir cette orientation de programmation, qui compromet la faisabilité d'une opération sur ce secteur. En effet, les opérateurs sociaux se montrent réticents à s'engager sur des programmes ne comportant que peu de logements. L'éparpillement de leur parc et la prise de parts dans des copropriétés privées interrogent leur politique de gestion.

CONCERNANT LE SECTEUR DE LA MARTELIÈRE :

Pour autant, la commune souhaite garantir une applicabilité réelle des contraintes posées sur le logement social. Les objectifs de mixité sociale et de diversification des formes de logement constituent en effet deux axes majeurs de la politique municipale. Dans un contexte de pression foncière et de renchérissement des coûts d'acquisition et de construction des logements, il convient de faciliter l'émergence d'une offre accessible aux revenus modestes.

Le secteur de la Martelière, situé au village est bien concerné par la servitude de mixité sociale au titre du L151-15 du CU, mais la collectivité souhaite préciser au niveau de l'OAP qu'il s'agit au minimum de **5 logements locatifs sociaux**. La commune souhaite en effet conforter le développement de ce segment d'offre même si la commune n'est soumise à aucune obligation au titre de la loi SRU.

CONCERNANT LE RÈGLEMENT ÉCRIT :

La commune souhaite procéder à quelques ajustements réglementaires après 4 ans d'application du PLU. Les modifications portent :

- sur la prise en compte du changement de nom de la commune de Laval devenue Laval-en-Belledonne,
- sur l'apport de précisions afin d'améliorer la traduction des objectifs de la commune (hauteur des stationnements couverts par exemple) ou la bonne compréhension du cadre et du processus des autorisations d'urbanisme,
- sur des **possibilités d'optimisation de la constructibilité en zone U** pour aller plus loin vers la densification des tissus bâtis, seule façon de contrer sur le long terme l'étalement urbain dans un contexte de forte demande en logement : évolution des règles de prospect en limite séparative en zone Ua, suppression de la réglementation en matière d'implantation des constructions sur une même parcelle, précisions sur l'implantation des annexes,
- sur une **meilleure prise en compte de l'intégration paysagère et architecturale des nouvelles constructions, réhabilitations** ou supprimer quelques contraintes architecturales dont l'applicabilité, après trois années de mise en oeuvre du PLU,

s'avère compliquer gravement l'instruction de certains projets d'urbanisme (précisions sur les couleurs des menuiseries extérieures, des volets, des toitures, sur la composition des haies). Les règles sont assouplies tout en préservant l'intégration paysagère et en évitant les éléments banalisants et uniformisants ;

- sur la correction de quelques erreurs d'orthographe ou vocabulaire adéquat.

La modification projetée ne semble pas à même d'engendrer une incohérence globale de l'OAP avec les orientations du PADD. Cela s'inscrit bien dans le PADD et l'objectif de diversification de l'offre de logements à l'intérieur de l'enveloppe urbaine.

Les évolutions proposées ne remettent ainsi pas en cause l'économie générale du PADD. La procédure de modification s'applique compte tenu du fait qu'elle entre dans le cas prévu à l'article L 153-36, dès lors qu'elle ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan et ne concerne pas les cas prévus à l'article L. 153-31 à savoir :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Pour permettre l'avancement de ces projets, le conseil municipal a donc décidé de lancer une procédure de modification du PLU qui a pour objet :

> Au niveau des OAP :

- de faire évoluer quelques principes de composition et la programmation de l'OAP n°2 sur le secteur du Planeysard

- de préciser la programmation sur l'OAP n°3 de la Martelière

> Au niveau du règlement écrit :

- de procéder à quelques ajustements réglementaires après 4 ans d'application du plan.

Conformément à l'article L153-36 du code de l'urbanisme, la procédure est engagée à l'initiative du maire qui établit le projet de modification et le notifie au Préfet et autres Personnes Publiques Associées (l'Etat, la Région, le Conseil Général, le SCoT de la Région urbaine Grenobloise, les chambres consulaires avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de métiers et de l'artisanat, la Chambre d'agriculture, la communauté de communes du Grésivaudan, ainsi que les communes limitrophes).

La commune a au préalable sollicité l'avis conforme de l'Autorité Environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Les pages ci-après mettent en évidence les modifications apportées au niveau des différentes pièces du PLU en vigueur au travers du code couleur suivant :

Les éléments de police rouge correspondent aux éléments du PLU en vigueur qui vont être supprimés dans le cadre de la modification n°1,

Les éléments de police verte correspondent aux nouveautés apportées par la modification n°1.

2/ mise en évidence des modifications apportées à l'OAP n°2 du secteur de Planeyssard

> EXTRAIT DE L'OAP N°2 EN VIGUEUR :

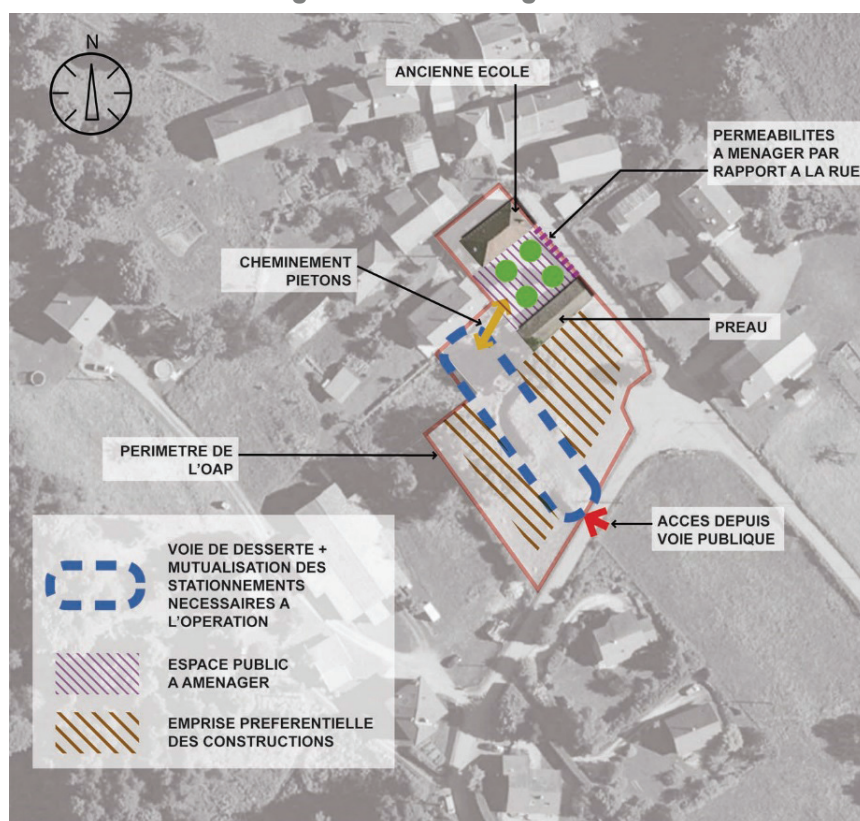
2

OAP n°2 / PLANEYSSARD

LES PRINCIPES DÉVELOPPÉS

- Aménagement de l'ancienne cour > espace public de proximité (à l'échelle du hameau)
- Organisation des accès aux futures habitations / 1 branchement sur la voirie publique
- Regroupement des stationnements
- Desserte interne de type voirie partagée / pas de marquage spécifique piétons, aménagements type zone 20
- Liaison piétonne entre la desserte interne à créer et l'ancienne cour d'école.

Orientation d'Aménagement et de Programmation



> EXTRAIT DU PROJET D'OAP N°2 MODIFIÉE :

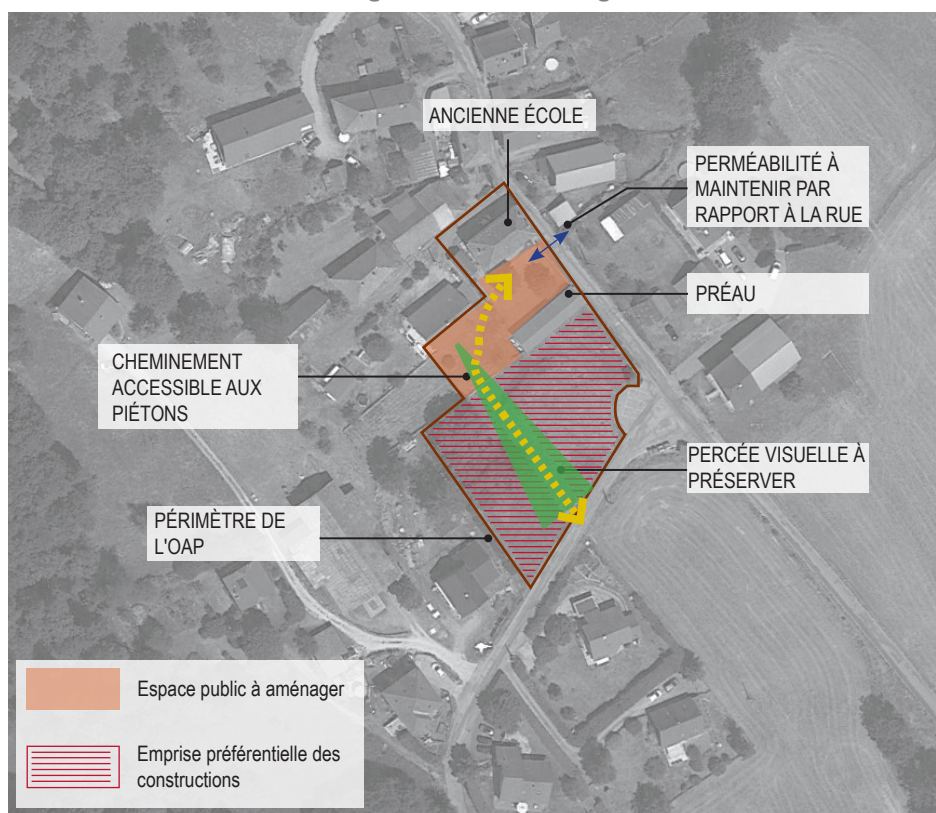
2

OAP n°2 / PLANEYSSARD

LES PRINCIPES DÉVELOPPÉS

- Aménagement de l'ancienne cour > espace public de proximité (à l'échelle du hameau)
- Organisation des accès aux futures habitations / 1 branchement sur la voirie publique
- Regroupement des stationnements
- Desserte interne de type voirie partagée / pas de marquage spécifique piétons, aménagements type zone 20
- Liaison piétonne entre la desserte interne à créer et l'ancienne cour d'école.

Orientation d'Aménagement et de Programmation



> EXTRAIT DE L'OAP N°2 EN VIGUEUR À MODIFIER :

LES ORIENTATIONS

- Organisation des accès à partir d'une desserte interne de type voirie partagée / pas de marquage spécifique piétons, aménagements de type
- ~~- Mutualisation recommandée des stationnements nécessaires à l'opération et à la salle communale~~
- Création d'une continuité piétonne entre la desserte créée et l'ancienne cour d'école
- Aménagement de l'ancienne cour en petit espace public de proximité (à l'échelle du hameau)
- Attention particulière portée à l'intégration des futures constructions dans l'environnement bâti

LA PROGRAMMATION

- Réaliser 3 à 4 logements
- Réaliser au moins 40% d'habitat groupé et / ou intermédiaire
- ~~- Réaliser au moins 1 logement locatif social~~

> EXTRAIT DU PROJET D'OAP N°2 MODIFIÉE :

LES ORIENTATIONS

- Organisation des accès à partir d'une desserte interne de type voirie partagée / pas de marquage spécifique piétons, aménagements de type
- Création d'une continuité piétonne entre la desserte créée et l'ancienne cour d'école
- Aménagement de l'ancienne cour en petit espace public de proximité (à l'échelle du hameau)
- Attention particulière portée à l'intégration des futures constructions dans l'environnement bâti

LA PROGRAMMATION

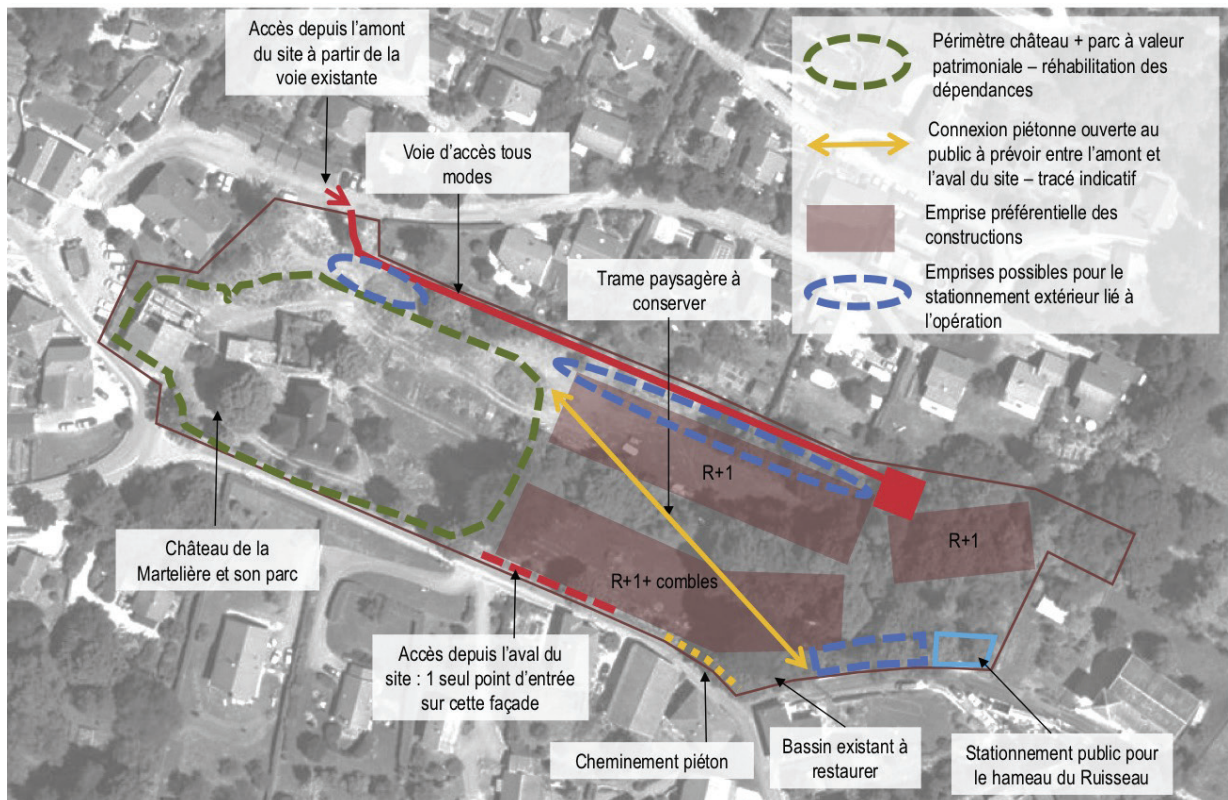
- Réaliser de 3 à 7 logements, et des locaux conformes aux autres destinations autorisées (services ...) pour favoriser la diversité des fonctions
- Réaliser au moins 40% d'habitat groupé et / ou intermédiaire

3/ mise en évidence des modifications apportées à l'OAP n°3 du secteur de La Martelière

> EXTRAIT DE L'OAP N°3 EN VIGUEUR :

3 OAP n°3 / LA MARTELIERE

Orientation d'Aménagement et de Programmation



> EXTRAIT DE L'OAP N°3 EN VIGUEUR À MODIFIER :

LES ORIENTATIONS

- Organisation des accès à partir d'une desserte interne de type voirie partagée / pas de marquage spécifique piétons, aménagements type zone 20

LA PROGRAMMATION

- Réaliser 20 logements minimum, 30 maximum
- Réaliser au moins 80% d'habitat intermédiaire(*) / petit collectif
- Il est recommandé de prévoir 50% de type de logements inférieurs au T3 inclus
- Obligation de réaliser 2 places de stationnement par logement ainsi que du stationnement extérieur à destination des visiteurs, à hauteur de 0,5 places par logement, non affectées à un logement, à réaliser au plus près des accès des bâtiments.

L'ÉCHÉANCIER

- Un projet étalé dans le temps pour permettre l'ajustement des équipements publics : 50% de l'opération seront livrés en année 3 et 50% seront livrés en année 5.

() Il s'agit d'une forme d'habitat dans laquelle les logements sont groupés en petit nombre dans des bâtiments de faible hauteur (2 à 3 niveaux maximum) où les entrées des logements sont généralement individualisées.*

> EXTRAIT DU PROJET D'OAP N°3 MODIFIÉE :

LES ORIENTATIONS

- Organisation des accès à partir d'une desserte interne de type voirie partagée / pas de marquage spécifique piétons, aménagements type zone 20

LA PROGRAMMATION

- Réaliser 20 logements minimum, 30 maximum
- Réaliser au moins 80% d'habitat intermédiaire(*) / petit collectif
- Réaliser au minimum 5 logements locatifs sociaux
- Il est recommandé de prévoir 50% de type de logements inférieurs au T3 inclus
- Obligation de réaliser 2 places de stationnement par logement ainsi que du stationnement extérieur à destination des visiteurs, à hauteur de 0,5 places par logement, non affectées à un logement, à réaliser au plus près des accès des bâtiments.

L'ÉCHÉANCIER

- Un projet étalé dans le temps pour permettre l'ajustement des équipements publics : 50% de l'opération seront livrés en année 3 et 50% seront livrés en année 5.

(*) Il s'agit d'une forme d'habitat dans laquelle les logements sont groupés en petit nombre dans des bâtiments de faible hauteur (2 à 3 niveaux maximum) où les entrées des logements sont généralement individualisées.

4/ Mise en évidence des modifications apportées au règlement écrit du PLU

4.1 Modifications apportées sur toutes les zones au fil du document - mise à jour

Remplacement du nom de la commune de **Laval** par **Laval-en-Belledonne** (8 occurrences).

4.2 Modifications apportées au I.2 Définitions - précisions sur le stationnement

p6

Stationnement de véhicule

Une aire de stationnement de véhicule devra, au minimum avoir une largeur de 2,5 m **et**, une longueur de 5m, **et être accessible à un véhicule de hauteur 1.8 m minimum.**

4.3 Modifications apportées au II.2.1 Dispositions et rappels généraux - précisions sur les autorisations d'urbanisme

p29 - p46 - p80

Tout changement d'une construction ou d'un aménagement est susceptible d'être soumis à une autorisation d'urbanisme.

~~Exemples : ravalement de façade, modification de dimensions ou de teintes des ouvertures, des volets, etc.~~

Seuls les travaux de réfection strictement à l'identique et hors zones de servitude des Bâtiments de France peuvent être réalisés sans déclaration préalable (remplacement de tuiles cassées, rafraîchissement des volets, etc...).

Les dimensions des constructions, les matériaux et couleurs doivent être **impérativement** indiqués sur les autorisations d'urbanisme.

Au titre du Code de l'Urbanisme : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Il est conseillé, préalablement à tout dépôt de projet, **dès que le projet est abouti et avant le dépôt de la demande d'urbanisme**, de rencontrer l'architecte-conseil de la Commune pour avis (conseil gratuit).

4.4 Modifications apportées au II.2.2.4 L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

p32

Règles applicables au secteur Ua

Les constructions peuvent être implantées soit sur une limite séparative, soit en retrait de ces dernières.

En cas d'implantation en retrait, la distance entre la façade concernée et la limite séparative ne doit pas être inférieure à la moitié de la hauteur concernée ($D = H/2$), ~~sans être inférieure à 3 mètres.~~

[...]

Dispositions particulières : [3 occurrences p32 - p49]

- Les bassins des piscines ~~(margelle et terrasse comprise)~~ seront implantées à 2,50 mètres minimum des limites séparatives de propriétés.

4.5 Modifications apportées au II.2.2.5 L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

p33

~~Les constructions non contigües doivent être implantées de telle manière :~~

- ~~- Que les baies éclairant les pièces principales d'habitation ou d'activité ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, serait vue sous un angle de plus de 45 degrés au-dessus du plan horizontal ;~~
- ~~- Et que les constructions observent un recul d'une distance minimale de 5 mètres.~~

Non réglementé

4.6 Modifications apportées au II.2.3.3 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère - modification des constructions existantes

p34 - p66 - p83

Les modifications de façade ou leur remise en état, doivent respecter ou rétablir les dispositions architecturales originelles et le matériau de l'immeuble ancien ; elles sont l'occasion de la remise en état ou du remplacement des éléments anciens intéressants .

Couleurs : afin de respecter l'harmonie des constructions, les couleurs des menuiseries extérieures devront respecter la tradition locale, à savoir : polychromie ou bois.

Les couleurs non traditionnelles qui banalisent et uniformisent le paysage ne seront pas acceptées.

Enduits : l'emploi de chaux aérienne en finition grattée et de peintures de nature minérale est recommandé. La couleur des enduits de façades et des menuiseries extérieures (volets, fenêtres) sera choisie en référence aux traditions locales :

- Façades : couleur gris ocré ~~ou~~ à beige ocré
- ~~- Menuiseries extérieures : gris bleuté de Belledonne, vert amande, ...~~

Le bois en façade sera choisi de manière à ne pas nécessiter de traitement chimique (douglas, mélèze...) et grisera avec le temps. L'utilisation d'essence menacées ou en voie de disparition (voir liste en Paragraphe VI.1) est interdite.

Sont interdits également l'emploi à nu en parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou enduits (carreaux de plâtre, briques creuses, plots de ciment ; parpaing, ...) ainsi que les panneaux de béton préfabriqués utilisés en clôture.

Volets : ils seront de type dauphinois (volets pleins en bois avec deux cadres rectangulaires dans le sens de la hauteur et une traverse horizontale médiane), les volets avec écharpes en diagonales (volets en Z) sont interdits. Ils seront peints dans les nuances du paysage environnant : ~~- gris bleuté de Belledonne, vert amande, etc.~~ Les couleurs non traditionnelles qui banalisent et uniformisent le paysage ne seront pas acceptées.

Les appareils de climatisation, les caissons d'aérothermie, les conduits sont interdits sur les façades vues depuis l'espace public. Les coffrets techniques devront être intégrés dans les murs des constructions ou des clôtures. Seules les antennes paraboliques transparentes sont autorisées.

Toitures :

- Concernant les couvertures, il devra être employé des matériaux traditionnels en harmonie avec les constructions avoisinantes, tels que tuiles écailles ou tuiles mécaniques plates, de couleur brun ~~ou~~ à rouge vieilli, ardoise, bac acier ~~couleur gris~~, chaume.
- Les matériaux de couverture peuvent également être des capteurs solaires ; des éléments pour travailler à leur intégration dans le paysage sont disponibles au paragraphe VI.2.
- D'autres couleurs et/ou matériaux seront autorisés sous réserve d'une justification au regard des caractéristiques de l'environnement proche de la construction, ou en raison d'un choix architectural.

4.7 Modifications apportées au II.2.3.4 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère - constructions neuves

p35 - p50

Matériaux, couleurs :

- Les matériaux de couverture, les enduits, les menuiseries et huisseries extérieures seront déterminés en tenant compte de l'environnement bâti proche. La charte paysagère des balcons de Belledonne pourra servir de référence en ce sens .
- Afin de respecter l'harmonie des hameaux, les couleurs des menuiseries extérieures devront respecter la tradition locale, à savoir : polychromie ou bois.
- Les couleurs non traditionnelles qui banalisent le paysage ne seront pas acceptées.

[...]

Toitures :

- Concernant les couvertures, il devra être employé des matériaux traditionnels en harmonie avec les constructions avoisinantes, tels que tuiles écailles ou tuiles mécaniques plates, de couleur brun ~~ou~~ à rouge vieilli, ardoise, bac acier ~~couleur gris~~, chaume.

4.8 Modifications apportées au II.2.4 Traitement environnemental et paysager des abords des constructions

p38 - p52 - p70 - p87

II.2.4.1 Les clôtures

Pour rappel :

- Les clôtures sont soumises à déclaration préalable.
- La mise en place de clôtures ne constitue pas une obligation.

Les clôtures doivent être de conception simple et traitées avec soin. Elles devront rester en harmonie avec l'environnement, les couleurs banalisantes et uniformisantes sont également interdites.

[...]

Entre terrains mitoyens, sera également autorisée une clôture constituée de végétaux d'essences locales ~~à pousse lente de préférence alternant feuillage persistant et feuillage caduque~~ mixtes (persistants et caduques). Leur hauteur est limitée à 2m. Les haies de lauriers, ifs, cyprès et thuyas sont interdites. La végétation peut éventuellement être doublée d'un grillage d'aspect galvanisé, ou d'un système à claire-voie type ganivelles (bois brut non traité).